


Yas

Vis l'instant Yas
YasApp
 L'app tout-en-un qui simplifie ton quotidien !



Scanne, télécharge et utilise gratuitement ta YasApp. Profite en plus d'1 Go de bonus offert !



www.journal-lemedium.com

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #
 Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0702 du 12 au 18 Mai 2026- Prix : 250 F CFA

POLITIQUE-OPPOSITION -MEETING:

LE CNCC N'A PAS DÉGROCHÉ LE COCOTIER P.3



GOVERNANCE-COMMUNE AGOÈ NYIVÉ 6 :



LE CALVAIRE DES HABITANTS DU TRONCON WELLCITY A ADETIKOPE

P.3

INSTITUT PANAFRICAIN POUR LA RÉHABILITATION ALTERNATIVE (IPRA) :
LE PASTEUR EDOH KOMI ENTEND CONSACRER LOME, LA CAPITALE DE LA RENAISSANCE AFRICAINE LE 28 MAI PROCHAIN

P.2



EDITO
PAS BESOIN DE NOIRCIR LE TOGO

S'il est une prière pour notre pays le Togo, c'est vivement que ses fils et filles contribuent à sa construction et non à sa destruction.

C'est l'occasion de nous appeler à taire nos rancœurs de tous ordres, à nous projeter vers un avenir reluisant, tout en jouant chacun sa part là où nous nous trouvons.

Nous n'avons pas besoin de peindre notre pays en Noir. Nous n'avons pas besoin de noircir les dirigeants. Nous avons plutôt l'impérieux devoir de les aider par nos apports et même nos critiques constructives afin qu'ils donnent le meilleur d'eux-mêmes pour le bien de l'humanité, de notre brève existence sur cette Terre qui nous a vus naître et qui, sûrement, nous verra partir, un beau jour.

La question essentielle que nous devons nous poser tous les jours, est de savoir quelle aura été ma contribution pour construire un monde vivable ? Quel rôle ai-je joué dans la construction de notre cher pays le Togo ? Ai-je passé le clair de mon temps terrestre à détruire l'image du pays, à détruire mes prochains, à agir comme le diable dans la vie de mon prochain ? La question demeure entière.

Le travail sur soi est plus qu'impérieux dans notre marche vers la construction d'une Nation prospère et paisible.

Crédo TETTEH



Récapissé

N°0465/29/10/12/HAAC

Adresse :

23Rue Formatec, Agoè-Cacavéli

01 BP : 450 Lomé

Tél : +228 91538081

Courriel : lemedium2013@yahoo.fr

Maison de la Presse : Casier N° 78

N°RCCM : TG-LOM 2015A6516

NIF : 1000480972

N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :

TETTEH Adjé K. Crédo

Directeur de la Publication :

WOUSSOU Kossi

Rédaction :

Crédo TETTEH

Ali Samba

Infographie : JPB

Impression : VISION

Tirage : 2500 exemplaires

INSTITUT PANAFRICAIN POUR LA RÉHABILITATION ALTERNATIVE (IPRA) : LE PASTEUR EDOH KOMI ENTEND CONSACRER LOMÉ, LA CAPITALE DE LA RENAISSANCE AFRICAINE LE 28 MAI PROCHAIN

Acteur de la société civile, le Pasteur Edoh Komi est également le président du Mouvement Martin Luther King (MMLK). A ce titre, il s'intéresse à tous les sujets de droits humains et de défense des intérêts de l'Homme, en général, et surtout des couches vulnérables. Son actuel combat aujourd'hui est la renaissance africaine. Et il y a déjà même identifié une date, le 28 Mai 2026.

Selon le Pasteur Edoh Komi, le 15 novembre 1885, Berlin a tué l'Afrique avec un crayon et une règle. Mais cette Afrique sera ressuscitée le 28 Mai 2026 à Lomé, avec un décret et un peuple de 1,4 milliard de procureurs. Pour le Président de l'IPRA, " l'Histoire change de main, de même que la peur change de camp ".

" Lomé s'apprête à entrer dans l'Histoire, non pour la commenter, mais pour la corriger. Pour briser un joug colonial imposé aux Africains sans les Africains, dont le poison coule encore dans nos veines 141 ans plus tard " nous a-t-il confié.

" En effet, en 1885, sous



Pasteur Edoh Komi

Bismarck, 14 dirigeants européens ont tracé l'Afrique au crayon, la règle à la main, partageant nos terres, nos âmes, nos familles comme un gâteau d'anniversaire. Sans nous. Jamais

avec nous. La suite ? Personne n'en est ignorant. Mais tous font semblant d'avoir oublié. " C'est du passé ", disent les valets de Berlin. " Ça ne fait rien, on est habitué ", répètent les consciences droguées. C'est le " choc amnésique " 141 ans que Berlin nous shoote à l'oubli " a ajouté le Pasteur Edoh Komi.

ces droguées. C'est le " choc amnésique " 141 ans que Berlin nous shoote à l'oubli " a ajouté le Pasteur Edoh Komi.

Pour le président de l'IPRA, la date du 28 mai est " une journée de compte à rebours pour la conscience du monde. Un événement d'apparence simple, mais de signification éternelle. La métamorphose que l'IPRA déclenche fait trembler la table des grands décideurs. C'est le second round du combat David-Goliath ".

" À cette date, 28 Mai, Berlin sera enterré avec ses frontières de 1885, ses CFA, ses bases, ses mensonges. L'Afrique renaît. D'abord dans les têtes. Ensuite sur la carte. Jean 11:44 Déliez-le, et laissez-le aller " a poursuivi le Pasteur Edoh Komi, très confiant de son initiative.

Précisons que l'Institut Panafricain pour la Réhabilitation Alternative Africaine (IPRA), dont l'Assemblée Générale constitutive s'est tenue à Lomé le 25 avril dernier a pour mission de Ressusciter ce que Berlin a tué.

@LEMEDIUM

INSTALLATION DES COMMISSIONS DE L'UFOA B : COLONEL GUY KOSSI AKPOVY A ABIDJAN, TROIS TOGOLAIS APPELES AUX NOUVELLES INSTANCES

À Abidjan, ce samedi 9 mai 2026, le Colonel Guy Kossi Akpovy, Président de la Fédération Togolaise de Football, a assisté à la cérémonie officielle dédiée à la mise en place des nouvelles commissions de l'Union des Fédérations Ouest-Africaines de Football Zone B (UFOA B).

Cette cérémonie ouvre une étape supplémentaire dans la consolidation des structures de l'organisation, grâce à l'instauration de plusieurs commissions orientées vers des missions stratégiques, afin de soutenir l'essor et la transformation du football dans l'espace UFOA B.

Le Togo, quant à lui, y tient un rôle notable puisque trois représentants ont été désignés pour intégrer les instances nouvellement créées : le juge Gbadoe Dodzi, à la présidence de la Commission d'Appel ; Me Atsou Kokou, membre de la Commission des Arbitres ; et Dobou Pafio (Chef du département des compétitions de la FTF), membre de la Commission du Développement.

La participation du responsable de la FTF à cette rencontre confirme, en outre, l'implication du football togolais dans les principaux axes du football ouest-africain, ainsi que la détermination du Togo à prendre part concrètement au fonctionnement des instances régionales.



Col Guy Akpovy, président de la FTF

Enfin, par ces nominations, le football togolais voit ses savoir-faire reconnus à l'échelle sous-régionale, notamment dans des domaines essentiels touchant à la gouvernance, à l'arbitrage et au développement de la discipline.

La mise en place de ces diverses commissions s'insère dans le processus de réorganisation et de montée en compétence lancé par l'UFOA B. L'objectif est d'améliorer la performance de ses instances et de soutenir le développement du football dans l'ensemble ouest-africain.

Dodo ABALO

Publiez vos marchés publics et Appels d'offre sur la plateforme web dont voici le lien web :
marchespublicstogo.com

Politique-Opposition -Meeting:

LE CNCC N'A PAS DÉCROCHÉ LE COCOTIER

Le meeting annoncé du Cadre national de concertation pour le changement au Togo (CNCC) à tambours battants a accouché d'une souris. Bien plus, le CNCC n'a pas décroché le cocotier, n'est pas parvenu à ses fins. Les populations togolaises n'ont pas répondu en masse à ce rendez-vous tant publié sur tous les toits. En lieu et place d'une foule monstre, ce sont quelques minuscules groupes de militants qui ont essayé d'amuser la galerie pendant quelques heures.

Par Crédo TETTEH

Si les populations n'ont pas répondu favorablement à l'appel de ce groupuscule de l'opposition, cela avait toute sa compréhension. Les organisateurs du meeting de ce samedi ne représentaient que l'ombre d'eux-mêmes. Des leaders amochés, critiqués vivement de l'intérieur et au sein de la diaspora, des leaders aimant à volonté du réchauffé et surtout une chose et son contraire.

Ce samedi donc, en lieu et place d'un méga meeting annoncé, ce fut une réunion "de jeunes" guidés plutôt par le désir de s'éloigner de l'ennui et principalement pour constater le poids de l'âge pesant sur d'éternels leaders politiques et professionnels de l'opposition, qui, en réalité, fait depuis plusieurs décennies de la navigation à vue et du rafistolage de sujets politiques. Bref, il n'y avait rien dans la gibecière. Il fallait juste se rappeler à la mémoire de l'opinion qu'ils existent toujours et peuvent, au besoin, s'asseoir encore à des tables de discussion pour espérer des dividendes politiques.

A Akassimé, en ce samedi 9 mai 2026, le CNCC s'est aussitôt tué dans l'œuf. Les responsables, s'ils sont sincères envers eux-mêmes, doivent se rendre à l'évidence qu'ils ne pèsent plus dans la chaîne de la politique togolaise. Ils doivent interroger leurs manières de faire la politique dans notre pays et surtout, comprendre que les militants et sympathisants ne sont plus des moutons de panurge.

Des slogans préhistoriques et endormants

Espérant remobiliser les foules à l'issue de ce meeting et damer les pions à leurs pairs de l'opposition, aussi d'une autre époque, les leaders politiques du CNCC n'ont eu leurs yeux que pour pleurer en sourdine. Ils sont désormais très légers dans l'art de soulever la masse politique. Car n'inspirant plus confiance à leurs militants



Une vue des manifestants

prioritairement et abusivement aux populations togolaises.

Les slogans et discours politiques préhistoriques et endormants n'ont plus fait bon marché ce samedi à Lomé. Désillusionnés, les responsables du CNCC ont compris cette fois-ci, que les populations togolaises ont définitivement tourné la page des vieux refrains politiques vides et creux.

Pour ceux qui connaissent Akassimé et ses activités de football, ces derniers se croiraient cet après-midi à un gala de petits poteaux entre des servants de messe de stations secondaires.

L'enthousiasme populaire n'était pas au rendez-vous, malheureusement. Ce qui confirme, non seulement l'essoufflement d'une opposition enfermée dans les vieilles et obsolètes méthodes,

mais surtout une opposition déchetée face à ses propres turpitudes et ensorcellements.

Aujourd'hui, les Togolais dans leur grande majorité n'ont plus besoin de discours haineux, mensonges, diffamatoires. Les Togolais n'ont que faire du culte de la personnalité. Les mythes sont tombés depuis et les professionnels de l'opposition et leaders politiques ont de la peine à s'en

rendre compte.

Les Togolais rejettent de nos jours les messages alarmistes et catastrophistes avec en fond sonore des appels à la tension sociopolitique.

Il faut préciser que les recettes des regroupements saisonniers d'antan n'ont plus pignon sur rue. Une chose est de changer l'étiquette d'un produit, mais cela ne garantit pas du tout sa qualité. De nos jours, les populations togolaises ont besoin d'une opposition constructive, soucieuse réellement de leur bien-être. Pas d'une classe de l'opposition qui continue d'abuser d'elles, privilégiant leurs propres ascendances et aisances sociétales.

L'opposition politique au Togo gagnerait plutôt à contribuer à l'amélioration des conditions de vie et de travail des citoyens. Il serait mieux pour cette opposition sectaire, le CNCC, de rechercher les voies et moyens pour répondre efficacement aux préoccupations réelles des populations. Il faut du concret en lieu et place des éternels meetings sans résultats concrets si ce ne sont des parties de discours creux ou d'Alice au pays des merveilles.

GOUVERNANCE-COMMUNE AGOE NYIVE 6 :

LE CALVAIRE DES HABITANTS DU TRONCON WELLCITY A ADETIKOPE

Nous sommes dans la commune d'Adetikope (Agoe Nyivé 6), plus précisément dans les environs de WELLCITY, la cité nouvelle de 1 000 logements située à 5 minutes de PIA (Plateforme Industrielle d'ADETIKOPE). WELLCITY couvre une superficie de 25 hectares, et est relié à la Nationale N°1 par une piste de trois kilomètres.



Cette piste de 3 KM est un calvaire pour les riverains ou habitants de la zone. Non seulement, les camions de sable y érigent un poste de stationnement anarchique, semant du désordre et obstruant la voie de passage à tout moment mais surtout cette piste non pavée ni goudronnée constitue un véritable chemin de croix pour les usa-

gers de cette voie.

La piste n'est pas aménagée régulièrement. Plus grave, pendant la saison des pluies, la voie est impraticable. Il faut être magicien pour l'emprunter et rentrer chez soi. Le lendemain, il faut être sûr non seulement d'être obligé d'amener son engin à une station de lavage mais surtout de se payer les services d'un mécanicien pour des réparations coûteuses.

Cette situation n'interroge personne si ce n'est les victimes que sont les usagers de la piste Wellcity. Les Responsables de la Commune d'Adeticopé ne semblent pas faire des efforts. Ils sont abonnés absents dans la gestion de cette piste. Ils sont même inexistantes face aux dérapages constatés sur le tronçon. Des camionneurs de sable qui s'y comportent comme des chefs de gangs narguant les usagers qui essayent de les ramener à la raison pour l'occupation anarchique de la voie et source d'accidents et de nombreux désagréments.

Ce qui inquiète plus et étonne plus d'un, c'est le manque d'autorité des responsables de la Commune d'Adeticopé (Agoe Nyivé 6). Les usagers de cette voie se posent même la question de savoir s'il y a une Mairie responsable de la zone indiquée ou s'il existe un Maire qui normalement



devrait faire son travail et faciliter la libre et bonne circulation des personnes et des biens.

Déjà que le projet des 1000 logements de Wellcity n'est pas effectif totalement à ce jour. Faut-il ajouter aux riverains et habitants de la zone un calvaire assimilable à un chemin de croix que Jésus Christ ne saurait effectué à ce jour ? Surtout en période de pluies.

Les Premiers Responsables de la Commune d'Adeticopé (Agoe Nyivé 6) attendent-ils que le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé vienne faire le travail à leur place ?

A suivre....

Crédo TETTEH

ZOZO

INCLUSION SOCIALE : L'EXÉCUTIF OFFRE UNE FORMATION GRATUITE À 1.500 JEUNES FILLES TOGOLAISES

Le gouvernement ne baisse pas les bras quant à la question d'insertion professionnelle des jeunes. Une nouvelle offensive majeure, contre la précarité féminine, vient d'être lancée à travers l'initiative "École de la Chance".

Quelque 1.500 jeunes filles vulnérables vont bénéficier d'une formation professionnelle gratuite. Objectif : transformer la vulnérabilité en autonomie financière.

Le paysage de la formation professionnelle au Togo a marqué, ce mercredi 06 mai 2026, un tournant. Sous l'impulsion du ministère de la Planification du développement, en collaboration avec le ministère chargé de la Jeunesse et l'Union des chambres régionales de métiers (URCM), un appel à candidatures, pour la phase pilote de "l'École de la Chance", est officiellement ouvert.

Programme ambitieux, l'initiative s'adresse spécifiquement aux jeunes filles togolaises déscolarisées ou n'ayant jamais fréquenté l'école. C'est une main tendue des autorités togolaises vers l'inclusion sociale d'une frange de la population togolaise, souvent laissée pour compte sur le marché de l'emploi.

6 mois pour changer de vie après une formation. L'initiative s'intègre dans le vaste Projet d'Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique (projet SWEDD+).

Contrairement aux cursus classiques, l'École de la Chance mise sur l'efficacité avec des formations qualifiantes de courte durée (3 à 6 mois).

L'idée est simple : doter ces jeunes femmes de compétences pratiques immédiatement exploitables pour favoriser l'auto-emploi. Et les secteurs retenus sont bien choisis : soit la mode (Couture, mercerie et broderie), soit la beauté (coiffure, tresse et esthétique).

Pour la phase pilote de ce projet SWEDD+, le Grand Lomé (DAGL) a été ciblé. Ainsi, les premières bénéficiaires, qui ont jusqu'au 20 mai 2026 pour déposer leur dossier de candidature, seront formées, avant un déploiement progressif sur l'ensemble du territoire national.

Les bénéficiaires de ce projet (jeunes filles vulnérables, non-scolarisées ou en abandon scolaire) après sélections, seront accueillis dans des centres et ateliers de formation souhaitant accueillir ces apprenantes sont également invités à soumettre leur candidature.

Notons que "l'École de la Chance" est, en effet, une partie émergée d'une stratégie plus globale. À terme, le projet SWEDD+ ambitionne de toucher directement plus de 105.000 filles et jeunes femmes à travers le Togo.

En choisissant d'investir dans l'éducation et la qualification des plus fragiles, l'exécutif togolais entend renforcer le tissu économique local et lutter ainsi durablement contre la pauvreté. D'ailleurs, l'auto-emploi des femmes se trouve être l'un des piliers de la Feuille de route gouvernementale Togo pour une croissance inclusive.

@macite.tg

DU MOUVEMENT DANS LES PRÉFECTURES : 9 NOUVEAUX PRÉFETS NOMMÉS

Le ministère de l'Administration territoriale, de la Gouvernance locale et de la Chefferie coutumière a procédé à un remaniement important de ses représentants locaux. Ces nominations impliquent majoritairement des Officiers supérieurs de réserve et d'active. Selon les experts, ils visent à renforcer la sécurité et la proximité de l'État dans plusieurs régions.

Voici la liste des nouveaux préfets par localité :

- préfecture de l'Oti : Colonel (R) KONDI Kidighan
- préfecture de Kpendjal : Commissaire divisionnaire (R) BALATE Mikidjèbe
- préfecture de Doufelgou : Colonel (R) AZIABA Ayi Sessi
- préfecture de Dankpen : Colonel AKPAMOURA Koffi
- préfecture de Blitta : Monsieur ANAKPA Mani
- préfecture de Mò : Chef d'Escadron AGOH Mazamasso
- préfecture de Haho : Colonel (R) GNAKOU Aloégnim
- préfecture de Amou : Monsieur GAVLO Komi Amen Martin
- préfecture de Moyen-Mono : Colonel (R) GNAKOFRE Yao

@macite.tg

DAGAN CONNECTÉE 2026 DE YAS TOGO : 50 femmes micro-entrepreneures concernées

L'édition 2026 de Dagan Connectée, l'initiative structurante de YAS TOGO dédiée à l'inclusion numérique et financière des femmes micro-entrepreneures au Togo, vient d'être lancée. Une nouvelle génération de 150 femmes micro-entrepreneures, en provenance des villes de Kara, de Sokodé, de Blitta et du Grand-Lomé prendront part à ce programme qui incarne une dynamique de transformation profonde et vise à révéler le potentiel entrepreneurial des femmes, en leur offrant les compétences, les outils et la confiance nécessaire pour évoluer dans un environnement économique, de plus en plus digitalisé.

Les participantes bénéficieront d'un renforcement de capacités dans des domaines essentiels tels que : La maîtrise des outils numériques et de l'internet, l'utilisation des solutions de Mobile Money



(Mixx Togo) ; la création de contenus digitaux ; l'exploitation et l'utilisation stratégique des réseaux sociaux et l'accompagnement des femmes avec des solutions sur mesure de Yas Business.

" Dagan Connectée 2026 marque une volonté renforcée d'impacter durablement les territoires et de faire du digital un véritable levier de performance, d'autonomie et de croissance pour les femmes togolaises ", a déclaré Antoine Legagneur, le Directeur Général de Yas Togo.

Lors de la cérémonie de lancement, qui s'est tenue ce 16 avril

2026 à l'Agence Yas Kara, il a été rappelé que tout ceci interviendra après un parcours complet et immersif, articulé autour de plusieurs phases clés : Appel à candidatures par zone, permettant une large inclusion territoriale ; sélection ciblée des bénéficiaires, basée sur le potentiel et les besoins spécifiques, ateliers pratiques intensifs, axés sur le marketing digital, le leadership et la gestion commerciale et mentorat personnalisé, pour accompagner la mise en œuvre concrète des acquis.

A travers cette nouvelle édition Dagan Connectée, Yas Togo réaf-

firme son rôle d'acteur majeur de la transformation digitale au Togo et son engagement à promouvoir une croissance inclusive, portée par les femmes entrepreneures.

" Dagan Connectée met un accent particulier sur l'intégration des femmes entrepreneures dans l'écosystème financier digital. En facilitant l'adoption des solutions de paiement mobile, le programme contribue à sécuriser les transactions, améliorer la gestion financière et renforcer l'autonomie économique des bénéficiaires ", indique-t-on à Yas Togo.

@LEMEDIUM

ACCES A LA CUISSON PROPRE : LE TOGO PROCÈDE À L'ÉTUDE DE SON PROGRAMME NATIONAL

En Afrique, la majorité des ménages utilise encore des méthodes de cuisson traditionnelles, telles que les feux ouverts et les fourneaux alimentés par du bois ou du charbon de bois. Ces méthodes, bien que traditionnelles, sont sources de pollution importante et de risques pour la santé, notamment à cause des émissions de monoxyde de carbone.

En Mai 2024, Faure Gnassingbé, a participé mardi à un sommet de haut niveau sur la cuisson propre en Afrique, organisé à Paris sous l'égide de l'UNESCO. Il a plaidé pour une transition vers des méthodes de cuisson qui réduiraient les émissions de gaz à effet de serre, telles que l'utilisation du gaz liquéfié, la cuisson électrique et l'adoption de foyers améliorés.

Pour concrétiser ces ambitions, Faure Gnassingbé a préconisé quatre axes stratégiques : subventionner l'achat de kits de cuisson propre, stabiliser les prix du gaz liquéfié pour le rendre plus accessible, soutenir les ménages vulnérables dans la transition énergétique, renforcer la régulation et la supervision des initiatives liées au crédit carbone.

Dans cette optique, le Gouvernement togolais a officiellement lancé le 23 mars 2026, les études préparatoires à l'élaboration de son Programme National d'Accès à la Cuisson Propre. Ces études à venir permettront de structurer un programme national cohérent, réaliste et opérationnel. Elles s'appuieront sur une concertation large : secteur privé, partenaires techniques et financiers, cadre national de coordination. " Notre ambition



Robert Koffi Messan Eklo, le Ministre délégué chargé de l'Énergie et des Ressources Minières.

est claire : faire en sorte que, d'ici 2030, la cuisson propre devienne une réalité pour le plus grand nombre de Togolaises et de Togolais ", a déclaré Robert Koffi Messan Eklo, le Ministre délégué chargé de l'Énergie et des Ressources Minières.

L'objectif global de l'étude est de collecter et d'analyser les données sur les énergies de cuisson et les équipements de cuisson en vue de proposer des actions pour la cuisson propre. De façon spécifique, cette étude consiste à faire une étude documentaire ; dresser un benchmarking sur la cuisson propre et sur des programmes de cuisson propre réussis dans les pays de la sous-région ouest africaine ; collecter, traiter et analyser les données sur la consommation d'énergie, les types d'équipements de cuisson propre par région et sur toute l'étendue du territoire national ; inventorier les types d'équipements et différentes technologies de consommations d'énergie de cuisson, en particulier les foyers économiques, leur utilisation, leurs bénéfices (y compris la performance) et leur acceptation dans les différentes régions économiques du pays et pour d'autres pays.

Il s'agira aussi d'établir des scénarios de l'évolution de la consommation globale des énergies des différents types d'équipement de cuissons aux horizons 2030 et 2050; analyser la filière bois-énergie à l'échelle nationale ; estimer les crédits carbone issus de la migration vers les cuissons propres et proposer un modèle de paiement de ces crédits carbone ; proposer des actions pour promouvoir la cuisson propre, y compris un plan de communication et de sensibilisation détaillé de la promotion de la cuisson propre au Togo, et une feuille de route budgétisée d'implémentation du cadre de vulgarisation des équipements de cuisson propre d'ici 2030.

Au gouvernement, on informe que cette initiative s'inscrit pleinement dans les priorités du Pacte national pour l'énergie (Mission 300), qui vise 80% d'accès aux solutions de cuisson propre d'ici 2030, ainsi que dans les engagements climatiques du Togo au titre de ses Contributions Déterminées au niveau National (CDN).

Faure Gnassingbé avait plaidé pour une meilleure coordination des politiques énergétiques à l'é-

chelle continentale, ce qui permettrait de faciliter la transition vers des méthodes de cuisson plus propres et de développer une production continentale de gaz liquéfié.

Au ministère chargé de l'énergie, on indique que l'État togolais, avec l'appui du programme Global Enabling Environment Facility (GEEF), pilotera cette démarche via un cadre national dédié. EED Advisory, mandaté par l'Agence néerlandaise pour l'Entreprise (RVO - Rijksdienst voor Ondernemend Nederland), accompagnera le Gouvernement en collaboration étroite avec les institutions nationales et les parties prenantes du secteur. L'Union européenne apporte également son soutien à ces études dans le cadre du programme ReCCAWA.

Pour rappel, l'accès à la cuisson propre reste encore limité au Togo, avec une forte dépendance des ménages aux combustibles solides traditionnels issus de la biomasse. Cette situation engendre des impacts significatifs sur la santé publique, l'environnement, ainsi que sur les conditions de vie des ménages.

FONDS VERT TOGO :

Le guichet unique au profit des projets à fort impact environnemental

Le Conseil des ministres a adopté le décret fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement du Fonds Vert Togo

Ce décret s'inscrit dans la dynamique de renforcement de la gouvernance environnementale et d'adaptation des instruments nationaux aux enjeux croissants liés aux changements climatiques et à la finance verte. Il procède à la transformation du Fonds national de l'environnement en un mécanisme modernisé, dénommé " Fonds vert Togo ", destiné à améliorer la mobilisation, la gestion et l'allocation des ressources financières en faveur de l'environnement et du climat.

Le Fonds vert Togo constitue un guichet unique national destiné à mobiliser, centraliser et orienter les financements publics et privés, nationaux et internationaux, au profit de projets à fort impact environnemental, social et économique. Il contribuera notamment à la gestion durable des ressources naturelles, à la lutte contre les effets du changement climatique, à la promotion des énergies renouvelables ainsi qu'au renforcement de la résilience des populations.

L'adoption de ce décret traduit la volonté du gouvernement de doter notre pays d'un instrument crédible, attractif et conforme aux standards internationaux, en vue de faciliter l'accès aux financements climatiques et de soutenir



Signature de documents entre Essowè Barcola (à droite) et Abdoulaye Daffé

une croissance durable et inclusive.

D'ailleurs, le gouvernement togolais et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) viennent de signer, le 5 mai 2026, un mémorandum d'accord de financement pour la mise en œuvre d'un projet structurant. C'est le ministre de l'Économie et des Finances, Essowè Georges Barcola, et le vice-président de la BOAD, Abdoulaye Daffé qui ont procédé à la signature des documents, en présence du ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, Calixte Madjoulba et du ministre de l'Environnement et des Ressources Forestières, Komla Dodzi Kokoroko.

Dénommé "projet de renforcement de la résilience des communautés vulnérables face aux changements climatiques et aux risques de catastrophes dans les zones très exposées au Togo", le projet, s'étalera sur cinq ans pour un coût de

plus de 15 milliards de F CFA. Il s'agit du tout premier projet pays d'investissement du Fonds Vert Climat au Togo, un mécanisme international innovant destiné à mobiliser et coordonner les financements climatiques au profit des populations et des écosystèmes.

Le projet vise à renforcer la préparation des institutions nationales et à améliorer la résilience des communautés locales face aux changements climatiques et aux risques de catastrophes. Il s'articule autour de trois axes majeurs : le renforcement des services d'information climatique, le déploiement d'un système d'alerte précoce multirisque et la mise en place de mécanismes de financement d'urgence fondés sur les prévisions. C'est l'Agence Nationale de Protection Civile (ANPC), qui pilote la plateforme nationale de réduction des risques de catastrophes, qui va mettre en œuvre le projet. Il permettra de protéger

plus de 9 millions de personnes, dont 1,3 million de bénéficiaires direct.

En ce qui concerne le volet du déploiement d'un système d'alerte précoce multirisque, il est axé sur le développement et la mise en œuvre d'un système d'alerte précoce multirisque (SAPM), basé sur l'impact et la promotion d'une action rapide au Togo. Il vise à renforcer la capacité du pays à détecter, surveiller, analyser et prévoir les aléas naturels, ainsi qu'à diffuser des alertes précises et opportunes aux communautés à risque. " Les interventions prévues dans le cadre de ce volet sont conçues pour améliorer significativement la capacité du Togo à se préparer et à réagir aux aléas climatiques, réduisant ainsi les pertes en vies humaines et les dommages économiques causés par ces événements ", fait-on savoir.

Au niveau du renforcement des services d'information climatique, Il s'agira d'améliorer les processus de collecte, d'analyse et de diffusion des données, ainsi que la coordination institutionnelle, afin de permettre une meilleure prise de décision face aux défis climatiques. Il vise aussi à renforcer les capacités des services d'information climatique du Togo, notamment de l'Agence météorologique togolaise (ANAMET), de la Direction des ressources en eau (DRE) et de l'Agence nationale de protection civile (ANPC).

INVESTISSEMENTS DANS LES TRAVAUX PUBLICS :

179 MILLIARDS FCFA PROJETÉS EN 2026

Le secteur des Travaux Publics, des Infrastructures et des Transports s'impose, une fois encore, comme l'une des clés d'ouverture du développement du Togo. Les dépenses effectuées par l'État dans ce secteur, si important, pour la vie socioéconomique montrent tout l'intérêt qu'il lui accorde pour que tous se sentent bien.

Une hausse correspondant à un taux de progression d'environ 78,5 % est notée entre le montant injecté dans le secteur en 2025 et la prévision faite en 2026 dans le budget de l'État. Ce niveau, particulièrement significatif, reflète le changement d'échelle dans les ambitions portées par les dirigeants, à la tête desquels se trouve le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé.

Choix assumé

Entre 2025 et 2026, les dépenses consacrées au secteur ont progressé de façon spectaculaire. Elles passent de 100,2 milliards de francs CFA à 179 milliards de francs comme projeté.

Une telle augmentation budgétaire signe une évidence : les

infrastructures constituent le socle sur lequel repose toute dynamique de croissance durable.

Routes, ponts, réseaux de transport, équipements logistiques... ces investissements structurants visent à améliorer la connectivité du territoire, à réduire les coûts de transport et à fluidifier les échanges, tant à l'intérieur du pays qu'avec les partenaires régionaux.

Des retombées économiques directes

L'impact de cet effort budgétaire se mesure d'abord sur le plan économique. Le développement des infrastructures facilite les activités commerciales, stimule les chaînes de valeur et renforce l'attractivité du pays pour les investisseurs.

Des routes et des pistes rurales, mieux entretenues et mieux connectées, permettent, par exemple, d'acheminer plus rapidement les produits agricoles vers les marchés, réduisant les pertes et augmentant les revenus des producteurs.

Entre 2021 et 2023, 2 200 km de pistes rurales ont été réhabilitées sur le territoire et 2 552 km



d'autres pistes étaient en cours d'exécution dans le cadre du programme national de connectivité rurale. Dans le secteur des transports, cette amélioration des réseaux favorise la mobilité des biens et des personnes, dynamisant ainsi l'ensemble de l'économie.

Bon signe pour l'emploi et l'inclusion

Au-delà de la croissance, les investissements comportent des retombées sociales importantes. Les grands chantiers génèrent des emplois, tant directs qu'indirects, contribuant ainsi à l'amélioration des conditions de vie des popula-

tions.

Par ailleurs, le désenclavement de certaines zones permet un meilleur accès aux services sociaux de base, notamment la santé et l'éducation. Les populations ne traversent plus la brousse ou de longues distances parsemées d'obstacles pour aller à l'école, chez un membre de la famille, au travail, à l'hôpital ou au marché.

S'agissant du long terme, investir massivement dans les infrastructures, c'est voir loin, anticiper les besoins liés à la croissance démographique et accompagner la transformation structurelle de l'économie.

Zozo

2ÈME ÉDITION DU DI-KÉTI : LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES



Au Togo, les préparatifs de la deuxième édition du Di-Kéti, le grand rendez-vous de l'entrepreneuriat et de l'innovation, ont démarré. Le ministère du développement à la base, de l'économie sociale et solidaire a annoncé l'ouverture des inscriptions.

L'événement prévu en juin prochain constitue un cadre d'échanges, de partage d'expériences et de mise en relation entre les différents acteurs de l'écosystème entrepreneurial. Pendant trois jours, entrepreneurs, porteurs de projets, investisseurs, institutions, partenaires techniques et financiers ainsi que décideurs réfléchiront aux solutions innovantes capables de soutenir une croissance durable.

Plusieurs activités sont annoncées, notamment des conférences de haut niveau, des panels d'experts, des masterclass, des ateliers pratiques, des rencontres B2B et des sessions de networking. Des opportunités de financement et d'investissement seront également offertes aux participants.

Le Di-Kéti 2026 se veut une plateforme stratégique pour connecter les talents, stimuler l'innovation et promouvoir un entrepreneuriat ambitieux au service du développement du Togo et de l'Afrique.

Source : @Republiquetogolaise.com

DROITS HUMAINS : LE TOGO RENFORCE LA PROTECTION DES PERSONNES VULNÉRABLES



Au Togo, les efforts s'intensifient pour renforcer la protection des personnes vulnérables et promouvoir une meilleure connaissance des instruments internationaux relatifs aux droits humains. La Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH), en collaboration avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), a organisé jeudi 7 mai à Lomé une session de formation consacrée au Droit international humanitaire (DIH) et au Droit international des droits de l'Homme (DIDH).

Objectif : améliorer la compréhension des mécanismes de protection des droits humains en période de conflit ou de crise. Les échanges ont notamment porté sur les principes du droit international humanitaire, les missions du CICR ainsi que les interactions entre le DIH et les droits de l'Homme.

Les participants ont en outre été édifiés sur les mécanismes de collaboration entre les institutions nationales et les composantes du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Les discussions ont mis l'accent sur les actions conjointes pouvant être menées afin de mieux protéger les populations affectées par les crises humanitaires.

" Le droit international humanitaire est encadré par les Conventions de Genève dont le CICR est le gardien. Cette formation permettra aux membres et au personnel de la CNDH de mieux connaître les normes qui régissent ce droit afin d'en assurer la promotion, la diffusion et le respect, dans le souci de protéger davantage les personnes vulnérables en temps de conflit ", a indiqué le président de la CNDH, Ohini Kwao Savvee, à l'ouverture des travaux.

Notons que cette initiative s'inscrit dans une dynamique large de consolidation des mécanismes de protection des droits humains et de renforcement de la coopération entre les institutions nationales et les partenaires humanitaires.

Source : @Republiquetogolaise.com

TRAITEMENT PREVENTIF INTERMITTENT CONTRE LE PALUDISME :**70% DES FEMMES EN ONT BÉNÉFICIÉ EN 2025**

Le paludisme est l'une des maladies les plus graves et potentiellement mortelles au monde. Lorsqu'il attaque la femme enceinte, il est encore plus dangereux, constituant un risque majeur pour elle et son fœtus, car la grossesse réduit l'immunité, rendant la future mère plus vulnérable aux formes graves, à l'anémie sévère, aux fausses couches, aux accouchements prématurés et à une faible naissance. Le Togo veille à prévenir cela.

Selon les données du Plan stratégique national de lutte contre le paludisme 2023-2026, le paludisme reste très présent au Togo dans toutes les régions du pays. La maladie circule beaucoup et s'aggrave surtout pendant la saison des pluies, lorsque les moustiques se multiplient davantage. En 2022, le paludisme représentait encore 60 % des motifs de consultation dans les formations sanitaires. Les enfants de moins de cinq ans constituaient 34 % des cas et près de 65 % des décès liés à la maladie, ce qui en fait la principale

le cible de cette campagne vaccinale.

Le pourcentage de femmes enceintes, ayant bénéficié des trois doses du traitement préventif intermittent contre le paludisme ces dernières années, est relativement stable. Le traitement préventif intermittent (TPI) est l'administration d'une dose complète d'antipaludiques à une population à risque (grossesse, nourrissons) à des intervalles réguliers, que la personne soit infectée ou non.

Principalement utilisé en Afrique, il vise à prévenir le paludisme, l'anémie et le faible poids à la naissance, via des molécules comme la sulfadoxine-pyriméthamine.

Le pourcentage de femmes enceintes, ayant bénéficié de l'initiative en 2024, est de 68,0 %. En 2025, il est légèrement monté à 68,1 %. Cette année (2026), les autorités sanitaires le projettent à 70 %. À travers cette évolution graduelle se lisent une consolidation et un renforcement des efforts, où chaque point gagné représente une lutte supplémentai-

re pour protéger la mère et l'enfant.

Le paludisme étant un mal à ne pas côtoyer, le traitement préventif intermittent, administré au cours de la grossesse, constitue une réponse éprouvée à ce risque. Il réduit la charge parasitaire, prévient les complications et sécurise le déroulement de la grossesse. Le passage de 68,0 % à 68,1 % entre 2024 et 2025 peut sembler marginal. Pourtant, dans le domaine de la santé publique, où les marges de progression deviennent plus étroites à mesure que la couverture s'élargit, chaque amélioration revêt une importance particulière.

La projection à 70 % en 2026 confirme cette tendance. Elle indique que les efforts engagés portent leurs fruits et que le système de santé poursuit son travail d'extension de la couverture.

Les chiffres sont portés par d'autres réalisations, comme le renforcement des consultations prénatales, la disponibilité accrue des médicaments, la sensibilisation des communautés et l'amélioration de l'accès aux structures de



santé.

Atteindre une couverture élevée en matière de traitement préventif intermittent implique de surmonter plusieurs obstacles. L'accès régulier aux soins prénataux, la continuité du suivi médical, l'adhésion des patientes aux protocoles thérapeutiques et la disponibilité des intrants sont autant de facteurs déterminants.

Dès lors, chaque femme enceinte, ayant reçu les trois doses du traitement préventif intermittent, bénéficie d'une protection renforcée contre le paludisme. Cette protection s'étend également à l'enfant à naître, contribuant à améliorer les indicateurs de santé néonatale.

Il faut rappeler que depuis le 11 septembre 2025, le vaccin antipaludique

R21/Matrix-M a été introduit au Togo, à l'échelle nationale. Ce tournant stratégique vise à renforcer les efforts de lutte contre cette maladie endémique, l'un des principaux fardeaux sanitaires du pays, en particulier chez les enfants de moins de cinq ans.

Pour le gouvernement, l'introduction du vaccin antipaludique au Togo constitue une avancée historique dans la lutte contre cette maladie endémique. Elle ouvre une nouvelle ère de protection pour les enfants de moins de cinq ans, qui représentent la tranche d'âge la plus vulnérable et la plus affectée. Ce vaccin apporte un espoir concret : réduire considérablement les cas graves et les décès liés à la maladie, et ainsi sauver des milliers de vies chaque année.

COUPE DU MONDE 2026 :**New World TV et la FIFA outillent leurs partenaires diffuseurs de l'évènement**

Le compte à rebours a commencé pour la Coupe du monde de football. Dans 30 jours, l'attention du monde entier sera focalisée sur les compétitions qui débiteront au Mexique le 11 Juin par le match d'ouverture Mexique-Afrique du Sud au Stade Aztéca.

New World Tv, détenteur exclusif des droits de retransmission vient de réunir ses partenaires diffuseurs de 43 pays africains pour un atelier méthodique dans le cadre de la couverture médiatique de la coupe du Monde 2026.

C'est pour harmoniser les méthodes, affiner les standards de diffusion et relever les défis logistiques d'une couverture idoine de la Coupe du Monde 2026 dans les pays africains. " A J-30 de la compétition, l'heure n'est plus à l'anticipation. Elle est surtout à l'action et à la précision technique ", a déclaré Ahmed Coulibali, le DG de New world Tv. Il a indiqué que sa structure entend consolider les acquis de ces dernières années tout en poursuivant ses efforts d'innovation, de proximité et d'excellence opérationnelle.

Pour Alexandre du Jardin, le représentant de la FIFA, l'atelier permettra de passer en revue les



La table d'honneur

exigences technologiques et audiovisuelles les plus strictes. " Ce processus rigoureux de préparation vise à assurer que le signal émis depuis Lomé réponde aux standards internationaux les plus élevés pour la diffusion des 104 matchs dans les 43 pays partenaires ", a-t-il fait savoir.

Les autorités togolaises se sont félicitées des prouesses de New World Tv qui permet aux populations africaines, à travers ses partenaires, de diffuser des matchs dans les langues africaines, d'autant que pour la première fois, dix équipes africaines participeront à cette coupe du monde 2026. Le Ministre délégué en charge des sports, Abdul Fahd Fofana, a d'ailleurs rappelé la satisfaction du Président du Conseil Faure Gnassingbé quant aux programmes et images proposés par New

World Tv lors de la phase finale du Mondial 2022 au Qatar.

L'autorité a rappelé aux diffuseurs africains leur responsabilité de faire comprendre à leur audience, surtout aux jeunes Africains, l'importance de cette compétition mondiale. " Ce sont vos écrits, vos récits, vos commentaires qui feront la différence ", a dit Abdul Fahd Fofana.

Il est à rappeler que New World Tv détient les droits exclusifs de diffusion de plusieurs compétitions au niveau continental et mondial. De par le passé, le media émettant de Lomé a su prouver son professionnalisme lors des compétitions de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), des compétitions de club de la CAF, de la coupe du monde féminine de la FIFA...

ANNONCE & REMERCIEMENT

Togbui GALI, chef du village de BATONOU

La famille ASSAGBA à Lomé et Batonou

La famille RHODES de Lomé et ses environs

Mme Wesley Ameyo Innocente née ASSAGBA,

ses frères, sœurs et leurs enfants à Lomé, France et Belgique

Les Enfants de la Défunte : RHODES Stéphanie

Adetayo, Octavio Omolade,

Florent Adebayo, Christian Oluwagbemiga et Thais

Ibidou.

ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de

leur chère regrettée :

Veuve RHODES Akouavi Sika Georgette

vous renouvellent leurs sincères remerciements et vous prient de



bien vouloir assister ou de vous unir d'intention aux funérailles :

== PROGRAMME ==

JEUDI 21 MAI 2026 20h00 :

Messe de veillée à la Paroisse Catholique Sacré-Cœur Junior de

Tokoin Est (Collège Saint Joseph de Lomé).

VENDREDI 22 MAI 2026

08h00 : Messe d'enterrement dans la même paroisse. 10h00 :

Inhumation au cimetière de Bé-Kpota.

(Les salutations d'usage seront reçues au cimetière)

COMMUNIQUE DE PRESSE



Mixx accélère l'adoption de l'interopérabilité dans l'UEMOA avec des transferts de Mixx Togo vers la zone UEMOA à 0 FCFA.

Lomé, le 11 mai 2026 - Lancée officiellement le 13 avril 2026, l'interopérabilité de Mixx Togo (PI-SPI) continue de transformer les transferts d'argent dans l'espace UEMOA. Elle est le premier Etablissement de Monnaie Electronique (EME) au Togo à connecter ses utilisateurs aux banques, institutions de microfinance et autres services mobile money de la sous-région. Plus de cinquante (50) banques et opérateurs de mobile money sont ainsi connectés à Mixx Togo : citons par exemple, toutes les filiales UEMOA d'Ecobank, Orabank et BOA, ainsi que Mixx Sénégal ou encore Orange Money Côte d'Ivoire et Burkina Faso.

La disponibilité de ce service permet aux utilisateurs de Mixx de profiter de transferts gratuits de leur banque à leur wallet Mixx. Mixx renforce aujourd'hui cette dynamique avec une offre promotionnelle exceptionnelle : 0 FCFA de frais sur tous les envois de Mixx vers la zone UEMOA.

Grâce à l'interopérabilité portée par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à travers la plateforme PI-SPI, les utilisateurs Mixx peuvent désormais envoyer et recevoir de l'argent instantanément entre différents établissements financiers opérant dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine.

Cette innovation permet notamment :

- D'envoyer de l'argent vers des comptes bancaires ou wallets mobile money au Bénin, Burkina Faso, Sénégal, Mali, Côte d'Ivoire, Niger et Guinée-Bissau,
- De recevoir des transferts provenant d'autres banques ou services financiers de la zone UEMOA,
- Ou encore d'effectuer des paiements marchands via le QR Code interopérable.

Dans le cadre de cette phase d'accélération, Mixx invite tous les utilisateurs qui ne dispose pas encore de leur alias de faire la création de leur alias afin de profiter pleinement du service. Créer son alias permet aux utilisateurs de recevoir et d'envoyer de l'argent plus facilement dans tout l'écosystème interopérable de l'UEMOA.

Pendant toute la durée de la campagne promotionnelle tente de transférer GRATUITEMENT de l'argent de ton wal-

let Mixx vers les institutions financières de la zone UEMOA.

Cette initiative vise à encourager l'adoption des transferts régionaux digitaux tout en renforçant la position de Mixx comme solution simple, pratique et compétitive pour les envois transfrontaliers.

" Depuis le lancement de l'interopérabilité en avril dernier, nous constatons un réel engouement des utilisateurs pour les transferts régionaux instantanés. Avec cette promotion à 0 FCFA, nous souhaitons permettre au plus grand nombre de découvrir la simplicité, la rapidité et la sécurité des envois de Mixx vers la zone UEMOA ", a déclaré Mme Catherine Savery, Directrice Générale de Mixx Togo.

Mixx s'appuie sur un vaste réseau de plus de 5 millions d'utilisateurs, 31 000 agents et 26 000 commerçants au Togo afin de garantir un accès large et immédiat aux services d'interopérabilité dans tout le pays.

Le service est accessible via la Super App Mixx Togo (Android, iOS et Huawei) ainsi que via la syntaxe *145#.

À propos de Mixx

A travers sa marque Mixx, TMONEY SA est la première fintech autorisée par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest à opérer en tant qu'Etablissement de Monnaie Electronique (EME) au Togo. Grâce à son écosystème en expansion et à ses services innovants, Mixx continue de jouer un rôle clé dans la connexion des clients au système financier global au Togo et dans l'ensemble de la région de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA).

Les services Mixx sont accessibles via la Super App Mixx Togo (Android, IOS, Huawei) et la syntaxe *145#. L'inscription et l'utilisation sont gratuites.

Contacts

- Sefa Husunukpe, Directeur Commercial, 90 05 56 55
- Rachida Nana-Chevreuil, Manager Manager, 70 78 98 98

#MaCarte MaLiberté

JUSQU'AU 31 JUILLET 2026

-50%
SUR LES
FRAIS



**DEMANDEZ VOTRE CARTE
OPEN OU CHALLENGE VIA
L'APPLICATION MYCORIS
BANK OU EN AGENCE
INFO : 8283**

La Banque Autrement

<https://coris.bank>

